

Archives

Face à l'espionnage américain, ce que doit faire la France

mardi 22 octobre 2013

Paris, le 22 octobre 2013 – Condamnons d'abord sans prendre de gants l'hypocrisie de ceux qui prétendent défendre les droits de l'homme dans le monde. Cependant, le défi est d'une autre ampleur : il faut arrêter net la dérive atlantiste de notre politique étrangère et changer de cap notre politique économique. Il faut que nous redevenions offensifs pour que notre souveraineté nationale soit respectée.

Il ne s'agit pas d'une affaire technique de protection des données et de cryptage des communications. Il s'agit d'un défi politique. Preuve en est le fait que c'est entre le 1er décembre 2012 et le 8 janvier 2013 que le pic des interceptions américaines a été enregistré, au moment d'une phase intense de négociations sur la mise en place de l'accord de libre-échange transatlantique entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Preuve en est que Thomson a perdu le marché de l'équipement en réseau du bassin amazonien en raison des écoutes mises en place entre les négociateurs au Brésil et la maison mère en France.

Les dispositions à prendre au vu de ces considérations sont les suivantes :

Ne plus chercher, comme on l'a fait en 2010, à obtenir auprès des autorités américaines un statut « un peu comparable » à celui de l'Angleterre, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande. Il est indigne de la France de tenter de devenir de fait membre du Commonwealth ! Le Quai d'Orsay doit au moins effacer de son site internet la mention que « la France et les Etats-Unis entretiennent un dialogue de qualité et de confiance ».

Rompres toutes les négociations sur le Traité de libre-échange transatlantique, qui se conclurait au détriment de notre agriculture, de nos secteurs industriels d'avenir et de nos normes sanitaires et environnementales.

Sortir du carcan de l'univers défini par des gouvernements anglais et américain qui servent les intérêts financiers de la City et de Wall Street. Adhérer à une vision du monde eurasiatique, de l'Atlantique à la mer de Chine, en attendant que les priorités changent, à Washington comme à Londres. Soutenir aux Etats-Unis mêmes les courants progressistes qui se battent pour revenir aux politiques de Roosevelt et de Kennedy, rejetant à la fois l'administration Obama et ses opposants républicains qui, par delà leur faux débat, communient dans une politique destructrice d'austérité financière.

Revenir aux principes énoncés dans le Préambule de notre Constitution, au moment où relèvent la tête des régimes semblables à ceux qui, hier, « ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine ». Cela signifie intervenir à la racine du féodalisme financier dénoncé dans le programme du Conseil national de la Résistance, en coupant les banques en deux et non en passant un compromis, comme celui de la loi Moscovici, avec ceux qui servent en France le mondialisme financier anglo-américain.

L'espionnage de la NSA et du GCHQ britannique n'est qu'un symptôme révélateur d'une politique

d'ensemble. S'y opposer exige du courage et du caractère, c'est-à-dire une autre politique. C'est la condition pour que nous soyons de nouveau respectés, au nom d'un combat pour le progrès et la solidarité. C'est la condition pour arrêter le chaos dans le monde.
